



16ème législature

Question N° : 15995	De M. Adrien Quatennens (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Enfance, jeunesse et familles		Ministère attributaire > Enfance, jeunesse et familles
Rubrique >enfants	Tête d'analyse >Quels moyens pour lutter contre la pédocriminalité ?	Analyse > Quels moyens pour lutter contre la pédocriminalité ?.
Question publiée au JO le : 12/03/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Adrien Quatennens attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, de la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du garde des sceaux, ministre de la justice, chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles, sur le manque de moyen pour lutter contre la pédophilie. On estime à 160 000 le nombre d'enfants victimes chaque année d'abus sexuels. Les études sur le sujet indiquent qu'au moins 5 % de la population française est susceptible d'avoir du désir sexuel pour des enfants. La pédocriminalité est donc un sujet majeur. Un service téléphonique d'orientation et de prévention qui vise à entendre et accompagner vers les soins les personnes attirées par des mineurs pour éviter tout passage à l'acte a été lancé sur tout le territoire national en janvier 2021. Les centres spécialisés regrettent le manque de publicité et de communication autour de ce service. En effet, le financement est très largement insuffisant : à son lancement, une subvention de 20 000 euros a été allouée pour la communication. Cette somme est bien dérisoire. En plus du coût social et pour la santé des victimes, on estime le coût financier induit par les violences sexuelles sur les enfants à près de 10 milliards d'euros par an. Face au manque de moyens déployés par l'État, le 19 janvier 2024, la France a même été rappelée à l'ordre par l'ONU, qui l'invite à « agir de toute urgence » pour protéger les enfants de l'inceste. La France insoumise propose de lutter contre ce fléau en augmentant les effectifs de police spécialisée dans la lutte contre la cyberpornographie, en formant les professionnels en contact avec les enfants et en finançant la prise en charge de soins adaptés. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour augmenter les moyens alloués à la lutte contre la pédophilie.